



Attribution d'une Concession de Service Public relative au Réseau de Chaleur Urbain de la Ville de Sucy-en-Brie

Annexes au contrat – Base 25 ans :

Annexe 19 – Statuts de la société dédié

Offre finale – 31/07/2024



SOMMAIRE

1

TITRE I - FORME - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - OBJET

3

2

TITRE II APPORTS - CAPITAL - DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

4

3

TITRE III ADMINISTRATION DE LA SOCIETE.....

5

4

TITRE IV EXERCICE SOCIAL - APPROBATION DES COMPTES

9

5

TITRE V DECISION DES ASSOCIES.....

9

6

TITRE VI AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS EN COURS ET
A LA FIN DE LA SOCIETE

11

7

TITRE VII LIQUIDATION

11

8

TITRE VIII RESOLUTION DES LITIGES

12

9

TITRE IX CONSTITUTION DE LA SOCIETE

12

10

ANNEXE 1- LISTE DES ENGAGEMENTS.....

14

11

ANNEXE 2 – LISTE DES FUTURS ACTIONNAIRES SOUSCRIPTEURS
D’ACTIONS DE NUMERAIRE ET ETAT DES VERSEMENTS

15

DANS LE CADRE DE L’OFFRE FINALE, LE PRESENT LIVRABLE EST MIS A JOUR SUR LE MONTANT DU CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIETE DEDIEE ET SUR LE CAPITAL SOCIAL D’ENGIE ENERGIE SERVICES. PAR AILLEURS, LA PROPOSITION DE NOM DEMANDE AU PROJET DE CONTRAT EST REPRISE DANS LE LIVRABLE.



« Dénomination sociale »

SUB'ENERGIE (proposition indiquée à l'article 39.3)

STATUTS CONSTITUTIFS

Société par Actions Simplifiée au capital de (6 278 700) euros

Siège social :

Faubourg de l'Arche, 1 place Samuel de Champlain – 92400 COURBEVOIE

RCS (à compléter) en cours d'immatriculation



LA SOUSSIGNEE**La société ENGIE ENERGIE SERVICES**

Prise en son nom commercial ENGIE Solutions

Société Anonyme au capital de 1 083 555 072 euros, dont le siège social est 1 place Samuel de Champlain – 92930 Paris La Défense cedex et immatriculée au RCS de Nanterre sous n°552 046 955

Représentée par XXX dûment habilité aux fins des présentes,

a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société qu'elle constitue :



1 TITRE I - FORME - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - OBJET

ARTICLE 1 - FORME

La Société est constituée sous la forme d'une Société par Actions Simplifiée.

Il est formé entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement une Société par Actions Simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par le Code de Commerce, ainsi que par les présents statuts.

- La Société pourra être pluripersonnelle ou unipersonnelle sans que la forme sociale n'en soit modifiée.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est « (à compléter) »

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé sis au : **Faubourg de l'Arche, 1 place Samuel de Champlain – 92400 COURBEVOIE**

Il peut être transféré en tout autre lieu du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président qui dans ce cas aura également pouvoir de modifier le présent article des statuts et en tout autre lieu par décision ordinaire des associés.

ARTICLE 4 - DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la Société, sauf en cas de prorogation ou dissolution anticipée, est fixée à 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 5 - OBJET SOCIAL

La Société a pour objet l'exécution de la Concession de service public sur le territoire de la ville de Sucy-en-Brie, qui est l'Autorité Concédante, et comprenant plus précisément :

- La conception, la réalisation et le financement de l'ensemble des ouvrages nécessaires à la mise en œuvre du service de chauffage urbain sur le périmètre de la concession dont :
 - o La rénovation de la production géothermique ;
 - o De nouveaux moyens de production (gaz) ;
 - o Des antennes, branchements et sous-stations ;



- L'obtention des autorisations administratives nécessaires à la construction et à l'exploitation du réseau de chauffage urbain et de ses installations connexes ;
- La commercialisation du réseau de chaleur de Sucy-en-Brie ;
- L'exploitation du réseau de chaleur urbain de Sucy-en-Brie dans sa globalité, comprenant les biens que la Société aura construits et les installations qui lui seront mises à disposition le cas échéant, par l'Autorité Concédante ou par des abonnés, ainsi que sa maintenance, son entretien et son renouvellement. La Société prendra également en charge les travaux d'amélioration et de mise en conformité de l'ensemble des ouvrages du réseau de chaleur urbain ;
- La gestion des relations avec les abonnés du réseau ;
- L'application de la grille tarifaire définie par l'Autorité Concédante, résultant du contrat de concession ;
- La gestion à ses risques et périls du service public ;
- La production des informations nécessaires au suivi et au contrôle de la Concession par l'Autorité Concédante.

Aux fins de fournir de la chaleur à un réseau public de distribution de chaleur desservant le territoire de la Ville de Sucy-en-Brie, et le cas échéant à d'autres clients en périphérie dans le cadre des prestations accessoires au service concédé dans les conditions de la Concession de service public.

D'une manière générale, la Société pourra accomplir toutes opérations techniques, financières, juridiques, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus spécifié ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement, le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription, de prise de participation dans une société à objet connexe ou complémentaire, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement.

2 TITRE II APPORTS - CAPITAL - DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS

Lors de la constitution, la société ENGIE ENERGIE SERVICES fait apport d'une somme en numéraire d'un montant total de six millions deux cent soixante-dix-huit mille sept cent euros (6 278 700 euros), correspondant à) 62 787 actions de cent euros de valeur nominale chacune, souscrites en totalité et libérées intégralement ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire établi par la banque (à compléter), la somme totale a été déposée, dès avant ce jour, sur le compte ouvert au nom de la société en formation sur présentation de la liste des associés, mentionnant les sommes versées par celui-ci ou par chacun d'eux, annexée à chaque original des présentes.

ARTICLE 7 - CAPITAL - ACTIONS - DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

Le capital social est fixé à six millions deux cent soixante-dix-huit mille sept cent euros (6 278 700 euros). Il est divisé en 62 787 actions de même catégorie d'une valeur nominale chacune de cent euros entièrement libérées.

Il peut être réduit ou augmenté par une décision de l'Associé unique ou une décision collective des associés prise à l'unanimité.



Les actions sont toutes émises en la forme nominative.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque notamment en cas d'échange ou d'attribution de titre à l'occasion d'une opération telle que réduction du capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, fusion ou autrement, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les associés devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

ARTICLE 8 - CESSION DES ACTIONS

Les cessions d'actions sont libres entre associés et entre un associé et les sociétés du même groupe détenues directement, ou indirectement, à plus de 50 % par cet associé ou détenant directement, ou indirectement, plus de 50% du capital de cet associé.

En dehors de ces cas, en cas de pluralité d'associés, les actions ne pourront être cédées à un tiers que sous réserve de l'agrément de ce dernier par les associés.

Tout projet de cession à un tiers, devra être notifié au Président de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant :

- le nombre d'actions concernées,
- l'identité du cessionnaire envisagé, avec sa dénomination, forme juridique, montant et répartition du capital social, adresse de son siège social, ainsi que l'identité de ses dirigeants,
- le prix et les conditions et modalités de paiement de la cession projetée.

Dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la réception de cette notification, le Président de la Société consulte les associés afin de délibérer sur l'agrément à donner.

La décision d'agrément doit être prise à l'unanimité des associés autres que l'associé cédant.

En cas de refus d'agrément, les associés autres que le cédant doivent faire racheter lesdites actions par un tiers ou par la Société qui, en ce cas, est tenu de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

Si ce rachat n'est pas effectué à l'expiration du délai de trois mois à compter de la décision de refus d'agrément, l'agrément est considéré comme donné. Ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

3 TITRE III ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 9 - DESIGNATION DU PRESIDENT

La Société est représentée, gérée et administrée par un Président personne physique, désigné par l'associé unique ou par décision collective prise à l'unanimité des associés.

ARTICLE 10 - DUREE DES FONCTIONS DU PRESIDENT



Le Président de la Société exerce ses fonctions pour une durée de trois exercices. Il est rééligible.

Il peut être révoqué à tout moment par l'associé unique ou par une décision collective prise à l'unanimité des associés.

ARTICLE 11 - REMUNERATION DU PRESIDENT

En contrepartie des missions qui lui ont été confiées, le Président pourra percevoir au titre de ses fonctions de Président, une rémunération librement fixée par l'associé unique ou par une décision collective prise à l'unanimité des associés de la Société.

Cette rémunération est, le cas échéant, modifiée par l'associé unique ou par une nouvelle décision collective des associés prise dans les mêmes conditions.

ARTICLE 12 - POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Président est investi, en toutes circonstances, de tous les pouvoirs nécessaires pour représenter et diriger la Société, sauf stipulations particulières convenues lors de sa nomination, et sauf pour les décisions pour lesquelles les dispositions légales ou les présents statuts donnent compétence exclusive aux associés ou prévoit une autorisation préalable du Comité de Direction s'il est créé.

Le Président peut sous sa responsabilité donner toutes délégations de pouvoir à toutes personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société, de son choix pour un ou plusieurs objets déterminés, et doit prendre à cet égard, toutes mesures nécessaires pour que soit respecté l'ensemble des stipulations des présents statuts.

ARTICLE 13 - DESIGNATION DU DIRECTEUR GENERAL

Le Président peut désigner une personne physique, qui l'assiste dans la direction de la Société.

ARTICLE 14 - DUREE DES FONCTIONS DU DIRECTEUR GENERAL

Le Directeur Général exerce ses fonctions pendant la durée du mandat du Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, par décision du Président.

En cas de démission, décès ou révocation du Président, le Directeur Général est maintenu en fonction jusqu'à la désignation d'un nouveau Président.

ARTICLE 15 - POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL

Sauf restriction contenue dans la décision de nomination ou dans une décision postérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction et de représentation de la Société vis-à-vis des tiers que le Président.

Il pourra justifier de ses pouvoirs vis-à-vis des tiers par la production d'une copie certifiée conforme des présents statuts et de la décision de sa nomination.



ARTICLE 16 - REMUNERATION DU DIRECTEUR GENERAL

En contrepartie des missions qui lui ont été confiées, le Directeur Général pourra percevoir, au titre de ses fonctions de Directeur Général, une rémunération fixée par le Président de la Société. Cette rémunération est, le cas échéant, révisée selon les mêmes formes.

ARTICLE 17 – COMITE DE DIRECTION

La Société peut créer si besoin, un Comité de Direction dont le fonctionnement et les pouvoirs sont alors stipulés ci-après. A défaut, les pouvoirs du Comité de direction sont dévolus au Président.

A) FONCTIONNEMENT :

A titre de mesure d'ordre interne, et non opposable aux tiers, il est créé un Comité de Direction qui assiste le Président de la Société dans la conduite des affaires sociales.

Le Comité de Direction est composé de trois membres au moins et de six membres au plus représentant l'associé unique ou les associés ainsi que du Président.

En cas de pluralité d'associés, le nombre de membres représentant chaque associé est défini par décision collective prise à l'unanimité des associés.

Chaque associé désigne librement ses représentants, met fin à leur fonction et procède à leur remplacement en en informant le Président de la Société par lettre simple.

Le Directeur Général, s'il existe, participera aux réunions du Comité de Direction avec voix consultative, s'il n'y siège pas en qualité de représentant d'un groupe d'associés.

Le Comité de Direction se réunit sur convocation du Président ou à la demande de la moitié de ses membres.

Les décisions du Comité de Direction peuvent être prises soit en réunion, soit sous forme de consultation écrite (éventuellement par échange d'e-mails), soit encore par le biais d'un courrier simple signé de tous les membres.

Lorsque la décision est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées est adressé par le Président à chaque membre du Comité par lettre ou par messagerie électronique. Les membres du Comité de Direction disposent d'un délai de 5 jours suivant la réception des résolutions pour adresser au Président leur acceptation ou leur refus par lettre ou messagerie électronique. Tout membre n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai indiqué ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé la ou les résolutions proposées. Pendant le délai de réponse, tout membre du Comité peut exiger du Président toute explication complémentaire.

Pour toute prise de décision, tous les membres du Comité de Direction doivent être présents ou représentés. En cas d'empêchement, tout membre du Comité de Direction peut se faire représenter par un autre membre du Comité de Direction, ou par une personne choisie par lui et appartenant également au groupe d'associés qu'il représente lui-même d'ordinaire au Comité de Direction.

Le Président de la Société, ou son représentant, préside les réunions du Comité de Direction. Un relevé de décisions est dressé après chaque réunion par le Président de la Société et signé par lui. Il est aussitôt diffusé aux membres du Comité de Direction.

L'ordre du jour des réunions du Comité de Direction est établi par le Président de la Société. Cependant, il est tenu d'inscrire à l'ordre du jour toute question proposée par l'un des membres du Comité de Direction, que la réunion soit convoquée sur l'initiative du Président de la Société, ou sur l'initiative de l'un des membres du Comité de Direction.



En dehors des décisions prises obligatoirement à l'unanimité, le Comité de Direction délibère à la majorité des membres présents ou représentés.

B) POUVOIRS DU COMITE DE DIRECTION :

- a) Le Comité de Direction est consulté sur toutes les questions touchant la marche de la Société et donne son avis sur les orientations et les décisions à prendre.
- b) A titre de mesure d'ordre interne et non opposable aux tiers, il est convenu que le Comité de Direction statuera obligatoirement, préalablement et à l'unanimité des membres présents ou représentés sur :
- le budget annuel,
 - tout investissement ou engagement financier de quelque nature que ce soit qui ne serait pas compris dans le budget de la Société,
 - achat, vente, échange de biens immobiliers, ou de droits sociaux donnant vocation à l'attribution préférentielle d'un bien immobilier,
 - achat, vente, échange d'un fonds de commerce,
 - contrats d'un montant supérieur aux limitations fixées dans la décision de nomination du Président et/ou du Directeur Général
 - toute prise de participation dans une société ou entreprise,
 - tous prêts ou emprunts, à l'exception des prêts ou emprunts contractés auprès de structures du groupe auquel appartient la Société,
 - tous engagements hors bilan,
 - toutes hypothèques sur biens immobiliers, tous nantissements et cautionnements sur les biens de la société,
 - cautions, avals ou garanties au nom de la Société au-delà d'une somme de 50.000 euros par engagement, sans que le montant total de tous les engagements souscrits puisse dépasser 1,5 M€ par an,
 - toute convention conclue avec le Président, le Directeur Général,
 - toute opération significative se situant hors de la stratégie de l'entreprise.

ARTICLE 18 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS ET/OU SES ASSOCIES

En cas de pluralité d'associés, le ou les Commissaires aux Comptes présentent aux associés un rapport sur les conventions ne portant pas sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales et ce, directement ou par personne interposée, entre la Société et son Président ou son Directeur Général, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieur à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant.

A cet effet, le Président informe le ou les Commissaires aux Comptes de l'existence de telles conventions dans le mois de leur conclusion.

- Les associés statuent chaque année sur ce rapport, dans le cadre de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice.

•

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, les conventions conclues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président ou son Directeur Général ne font pas l'objet d'un rapport du Commissaire aux Comptes ; il est seulement fait mention de ces conventions réglementées au registre des décisions de l'associé.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président de la Société.



4 TITRE IV EXERCICE SOCIAL - APPROBATION DES COMPTES

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social comprendra le temps à courir depuis la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au **31 décembre 2024**.

ARTICLE 20 - APPROBATION DES COMPTES

Le Président arrête les comptes de l'exercice.

Dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice social, l'associé unique ou les associés au terme d'une décision collective, statue(nt) sur les comptes annuels, connaissance prise du rapport de gestion du Président, s'il y a lieu, ainsi que des rapports des Commissaires aux Comptes, s'il y a lieu, les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe sont présentés lors de ladite décision collective.

ARTICLE 21 – CONTRÔLE DES COMPTES

Le contrôle légal de la Société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément aux dispositions légales.

5 TITRE V DECISION DES ASSOCIES

ARTICLE 22 – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

1. En dehors des attributions qui leur sont spécialement conférées par d'autres dispositions statutaires, le ou les associés sont seuls compétents pour :
 - approuver annuellement les comptes des exercices écoulés arrêtés par le Président et affecter le résultat de l'exercice ;
 - statuer sur les conventions visées à l'article 18 ci-avant ;
 - nommer et révoquer le Président et le liquidateur et fixer leur rémunération ;
 - nommer le ou les Commissaires aux Comptes ;
 - modifier les statuts, excepté pour les modifications relevant de l'article 3 ci-avant ;



- décider une opération de fusion, de scission, de transformation de la Société en une société d'une autre forme, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital;
- agréer un nouvel associé ;
- dissoudre la Société.

2. Lorsqu'il y a plusieurs associés, les décisions collectives résultent, au choix du Président, d'une assemblée générale ou d'une consultation par correspondance au moyen de tous supports écrits tels que courrier, télécopie, ou encore d'un acte sous seing privé exprimant le consentement de tous les associés.

En cas de consultation par correspondance, le Président adresse au moyen de tout support écrit au siège social de chacun des associés, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Ces derniers disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour faire parvenir leur vote au Président. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant voté contre les résolutions proposées.

En cas de réunion d'une assemblée générale, la convocation est faite dix (10) jours au moins à l'avance, au moyen de tout support écrit, et adressée au siège social ou au domicile de chacun des associés avec mention de l'ordre du jour et des lieux, jour et heure de la réunion.

Toutefois, si tous les associés en sont d'accord et sont éventuellement représentés, la réunion peut avoir lieu sur convocation verbale et sans délai.

3. Chaque associé peut participer à toutes les décisions collectives quelles qu'elles soient et dispose d'autant de voix qu'il possède d'actions, sans limitation.

Qu'elles résultent d'une assemblée générale ou d'une consultation par correspondance, les décisions collectives doivent être prises à la majorité de plus de la moitié des actions présentes ou représentées.

Par dérogation à l'alinéa ci-dessus, les décisions collectives énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité :

- celles expressément prévues par les dispositions légales,
- toutes décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés,
- les nominations, révocation et rémunération du Président,
- la nomination des Commissaires aux comptes,
- la modification des statuts,
- l'augmentation ou la réduction du capital social,
- l'agrément d'un nouvel associé,
- la transformation de la Société en société d'une autre forme,
- la dissolution de la Société et fixation des modalités de la liquidation,

4. Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, ses décisions résultent d'une consultation par correspondance se déroulant dans les mêmes conditions qu'en cas de pluralité d'associés.

5. Toute décision de l'associé unique, comme toute décision collective, quelle que soit sa forme, fait l'objet d'un procès-verbal paraphé et signé par le Président et l'associé unique ou les associés. Ces procès-verbaux sont retranscrits sur un registre spécial tenu à la disposition du ou des associés.



6 TITRE VI AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS EN COURS ET A LA FIN DE LA SOCIETE

ARTICLE 23 - DROITS DES ASSOCIES

Chacune des actions bénéficie des mêmes droits sur la part des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation et a droit au même remboursement du capital qu'elle représente, sauf à supporter les pertes, s'il y a lieu, dans les mêmes proportions.

Les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation seront répartis par décision collective des associés, conformément aux dispositions légales et aux stipulations des présents statuts.

Le solde du bénéfice, après les différents prélèvements effectués en application des dispositions légales, sera au choix des associés, statuant sur proposition du Président, en tout ou partie, soit distribué à toutes les actions, soit affecté à un ou plusieurs fonds de réserve extraordinaire, généraux ou spéciaux non productifs d'intérêts. Par décision collective, les associés peuvent, en outre, décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire et sur les réserves dont ils ont la disposition en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

ARTICLE 24 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de paiement des dividendes sont fixées par décision de l'Associé unique ou par décision collective des associés représentant plus de la moitié du capital social.

7 TITRE VII LIQUIDATION

ARTICLE 25 - LIQUIDATION

I - En cas de pluralité des associés :

1. La liquidation de la Société obéira, sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur aux règles ci-après, les articles L. 237-14 à L. 237-31 du Code de Commerce sur les sociétés commerciales n'étant pas applicables.
2. Les associés statuant aux conditions de majorité prévues à l'article 22 ci-avant nomment, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et la rémunération. Cette nomination met fin aux fonctions du Président et, sauf décision contraire des associés, à celles des Commissaires aux comptes. Les associés peuvent toujours révoquer ou remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.
3. En fin de liquidation, les associés, statuant aux conditions de majorité prévues à l'article 22 ci-avant, statuent sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs(s) et la décharge de leur mandat. Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation.



4. Le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la Société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions.

- II - S'il n'y a qu'un seul associé, la décision de dissoudre entraînera la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil sous réserve que ce dernier soit une personne morale.

8 TITRE VIII RESOLUTION DES LITIGES

ARTICLE 26 - DIFFERENDS

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la Société et les associés, soit entre les associés eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé sera tenu de faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal du lieu du siège social et toutes les assignations et significations seront régulièrement délivrées à ce domicile élu sans avoir égard au domicile réel ; à défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations seront valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

9 TITRE IX CONSTITUTION DE LA SOCIETE

ARTICLE 27 - NOMINATIONS

27.1 Nomination du premier Président

La soussignée nomme, pour une durée de trois ans, prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de l'associé unique appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre (à compléter), en qualité de premier Président de la Société :

(à compléter)

Monsieur XXX disposera des pouvoirs prévus à l'article 12 des présents statuts.

Monsieur XXX ne percevra aucune rémunération au titre de l'exercice de ce mandat mais aura droit, sur justificatifs, au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation.

Monsieur XXX, préalablement pressenti, a déclaré accepter le mandat qui vient de lui être confié et satisfaire à toutes les conditions requises par les lois et réglementations en vigueur pour l'exercice dudit mandat.



27.2 Nomination du premier Commissaire aux comptes

Le premier commissaire aux comptes, désigné pour une durée de six exercices, est le suivant :

(à compléter)

Lequel a accepté par avance lesdites fonctions, précisant dans sa lettre d'acceptation de mandat qu'il n'était dans aucune situation d'incompatibilité ou d'interdiction prévue par la loi.

ARTICLE 28 – REPRISE PAR LA SOCIETE DES ENGAGEMENTS CONTRACTES EN SON NOM

La Société reprendra, après son immatriculation au greffe du tribunal de commerce, l'ensemble des engagements souscrits en son nom préalablement à cette formalité et listés dans l'annexe 1. Lesdits engagements seront ainsi réputés avoir été souscrits dès l'origine par la Société.

ARTICLE 29 - PUBLICITE – POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au Président avec faculté de se substituer toute personne, pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- Pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- Pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés ;
- Et généralement, au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

A compter de l'immatriculation, tous les frais relatifs à la constitution seront pris en charge par la Société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Fait à
Le



10 ANNEXE 1- Liste des engagements

(à compléter)

Société par Actions Simplifiée au capital de **6 278 700** euros

Siège social :

Faubourg de l'Arche, 1 place Samuel de Champlain – 92400 COURBEVOIE

RCS (à compléter) en cours d'immatriculation

LISTE DES ENGAGEMENTS

A PRENDRE POUR LA SOCIETE EN FORMATION

La soussignée :

La société ENGIE ENERGIE SERVICES, Société Anonyme au capital de 1 083 555 072 euros, dont le siège social est 1 place Samuel de Champlain – 92950 Paris La Défense cedex et immatriculée au RCS de Nanterre sous n°552 046 955, représentée par Monsieur **XXX** aura à prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la Société jusqu'à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés :

- accomplir l'ensemble des formalités de constitution de la société et payer les frais y afférant, sur justificatifs,
- accomplir l'ensemble des formalités et engager l'ensemble des frais liés à l'obtention et la conclusion du ou des contrat(s) pour lesquels la Société est constituée par l'associé fondateur et ce, sur justificatifs ;

L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés emportera de plein droit reprise des engagements ci-dessus désignés par la Société.

ENGIE ENERGIE SERVICES



11 ANNEXE 2 – Liste des futurs actionnaires souscripteurs d’actions de numéraire et Etat des versements

(à compléter)

Société par Actions Simplifiée au capital de 6 278 700 euros

Siège social :

Faubourg de l’Arche, 1 place Samuel de Champlain – 92400 COURBEVOIE

RCS (à compléter) en cours d’immatriculation

LISTE DES FUTURS ACTIONNAIRES
SOUSCRIPTEURS D’ACTIONS DE NUMERAIRE
ET ETAT DES VERSEMENTS

Identité ou désignation des futurs actionnaires	Nombre d’actions de numéraire souscrites	Sommes versées
ENGIE ENERGIE SERVICES SA au capital de 1 083 555 072 € Siège social 1 place Samuel de Champlain à 92950 Paris La Défense CEDEX RCS de Nanterre sous n°552 046 955	62 787 actions	6 278 700 Euros
TOTAL Des actions souscrites en numéraires Des sommes versées	62 787 actions	6 278 700 Euros

ENGIE ENERGIE SERVICES